

Non pour la raison que l'organisation ouvrière doit rester apolitique, comme ce fut le cas de la C. G. T. en France, mais parce qu'ils estimaient plus avantageux de vendre leurs voix à ceux des candidats qui se déclareraient favorables à certaines revendications ouvrières. Et il s'agissait toujours des candidats de l'un des deux partis bourgeois puisqu'eux seuls avaient la possibilité d'être élus.

L'American Labour Party de 36 a surgi du New Deal et est donc un enfant légitime de Roosevelt. La N. R. A. avec sa reconnaissance du droit de coalition pour l'obtention d'un contrat de travail, avantageait les syndicats d'industries et renforçait le courant qui voulait réorganiser le mouvement trade-unioniste américain sur cette base au lieu de celle du métier. Les syndicats d'industries tels ceux des mineurs, du textile, du vêtement constituèrent un comité pour généraliser cette forme (C. O. I.) et dans leur lutte contre la bureaucratie de l'A. F. L., les Lewis et consorts s'affublèrent d'allures « gauchistes ». Mais tous étaient partisans d'appuyer Roosevelt et créèrent ensemble une Ligue Ouvrière (Labor Non-Partisan League) qui devait préconiser la réélection de Roosevelt en 1936. La section new-yorkaise de cette ligue, en union avec la « vieille garde » scissionnaire du parti socialiste, constitua par après l'American Labour Party qui présenta... Roosevelt comme candidat à la Présidence à côté de candidats travaillistes pour les autres élections.

Pas de geste de classe dans cela. Et il en est de même pour les partis socialiste et communiste.

Le parti socialiste — section américaine de la IIe Internationale qui a présenté encore une fois Norman Thomas comme candidat présidentiel, — a comme mirage ce million de voix toujours annoncé mais jamais obtenu et encore plus discutables, aujourd'hui, depuis la scission de la vieille garde et l'appui déclaré des Trades-Unions à Roosevelt.

Le parti communiste, dont l'influence a toujours été infime surtout parmi les éléments « américains » a présenté Browder à la Présidence. Mais, bien qu'en 1933 Roosevelt était encore traité de fasciste dans l'organe du parti, le « Daily Worker », tous les candidats communistes, cette fois, ont combattu les candidatures républicaines et plus que ses propres candidats appuyé celle de Roosevelt, qui a reconnu l'U.R.S.S.

Les Lovestonistes après avoir toujours combattu les centristes pour leur appui à Roosevelt ont finalement donné le mot d'ordre de voter pour Browder.

Toute la campagne électorale a donc été faite sous le signe de la N. R. A., la plus discutée des innovations du New Deal. Les uns lui attribuent une partie de la reprise dont les Etats-Unis bénéficient aujourd'hui. Ses adversaires affirmant, au contraire, qu'en poussant à la hausse des prix, elle a retardé la restauration économique et surtout qu'elle nécessite une immense bureaucratie. Les républicains agitant le « Spectre rouge » du communisme, et accusant les démocrates d'être des « bolcheviks », les « rooseveltiens » les accusèrent de « fascistes ». Pour les supporters de Roosevelt, le candidat républicain, un médiocre politicien de campagne, était le porte-drapeau du fascisme et, pour les républicains, Roosevelt, un nouveau Kerensky qui ouvrait la route au communisme.

Les démocrates chantaient la gloire de Roosevelt qui avait sorti le pays du bourbier de la crise : le revenu national qui était tombé de 85 milliards en 1929, à 45 milliards en 1932 est remonté à 65 milliards en 1936 — et le danger qu'il courrait d'y retomber si un républicain revenait à la présidence.

L'argument principal des républicains était le fait que la reprise était très mince, (on compte encore 10 millions de chômeurs) et qu'en tout cas elle était moins importante que celles constatées dans différents pays d'Europe.

La foire électorale est terminée et le rideau vient d'être baissé pour 4 ans. Au nom de la « démocratie », Roosevelt a fait cadeau de six millions de dollars aux banques, aux compagnies ferroviaires et d'assurances. Il a permis une énorme concentration du capital financier et on a appelé tout cela « protection de la petite-épargne ». Au nom de la démocratie encore, la production agricole a été limitée au profit de l'expansion de l'impérialisme américain : on a donné trois milliards de dollars aux propriétaires fonciers et à leurs banques agricoles; mais cette politique de l'A. A. A. a été appelée « l'aide aux fermiers ». Au nom de la démocratie toujours, Roosevelt a réalisé le plus formidable programme d'armement qu'on ait connu aux Etats-Unis; mais ce fut au nom d'une « stricte neutralité » et Roosevelt, « le pacifiste »,

pourra présenter sa candidature au prochain prix Nobel de la Paix !

Les ouvriers ont vécu avec la N. R. A. une farouche réaction contre leurs mouvements de classe. Pas une des grèves importantes, éclatées au cours de ces derniers quatre ans, qui n'ait été brisée par la mitraille et les gaz. Dans 33 Etats, la milice et les gardes nationaux ont été appelés à l'aide des mercenaires armés du patronat contre les ouvriers.

Au travers de la N. R. A., les prix ont atteint le niveau le plus élevé, tandis que le pouvoir d'achat diminuait et que les industries augmentaient leurs profits de 600 p.c. En dépit de tout cela, Roosevelt « au-

jourd'hui est devenu le « socialiste », tout comme Mussolini et Hitler sont « les amis » des ouvriers.

La souveraineté du peuple s'est exprimée au travers du suffrage universel, comme il convient dans un pays démocratique et elle a plébiscité Roosevelt.

Est-ce que tout cela n'est pas encore suffisant pour condamner définitivement cette « démocratie » — dont le suffrage universel est le pivot et pour la défense de laquelle se font massacrer les ouvriers d'Espagne et, avec eux, ceux d'autres pays ? Malheureusement, jusqu'à présent, la réponse ne peut être que négative.

Gatto MAMMONE

La bourgeoisie renverra-t-elle Blum ?

Décidément, la situation en France évolue à toute vitesse. Durant ces derniers mois, alors que l'attention du mouvement ouvrier était concentrée autour de la péninsule ibérique, le gouvernement Blum a affronté très habilement le prolétariat français qu'il a d'ailleurs pulvérisé avec une force de décision que la bourgeoisie n'a pu qu'admirer. Aujourd'hui, des craquements significatifs au sein du Front Populaire font augurer une modification — dont on ne voit pas encore les contours — qui pourrait bien signifier le renvoi de Monsieur Blum qui a pourtant mérité hautement de l'ordre bourgeois.

Il s'agirait ici de reprendre le fil de l'évolution des événements en France pour tenter de comprendre vers quelle nouvelle voie se dirige la bourgeoisie.

Au mois de juin, devant la gigantesque occupation des usines, nous nous étions efforcés de mettre en lumière que les grèves avaient surgi en opposition stridente au Front Populaire dont elles n'avaient toute l'œuvre de corruption et d'étranglement; qu'elles n'étaient que le débouché de tous les contrastes sociaux, des saignées multiples qu'avait connues le prolétariat français depuis deux ans et, enfin, que la coïncidence des grèves et de la victoire du Front Populaire était due au fait que le Rassemblement populaire s'était constitué, puis développé sur la base de la mobilisation extrême des ouvriers pour la guerre impérialiste, alors que cette dernière était différée

au moment même de la victoire électorale du bloc anifasciste.

Ce que nous n'avons pas compris clairement à cette époque, c'est que dans ces nouvelles circonstances, le Front Populaire allait devenir le barrage du capitalisme devant une vague de remous prolétariens où allait s'épancher toutes les réactions des ouvriers contre la mystification dont ils furent les jouets au mois de juin. Le gouvernement Blum allait prouver que le capitalisme français mettait la barre non sur une guerre prochaine mais sur une lutte chaque jour plus rude contre les ouvriers. Dès lors, devait surgir une opposition au sein du Front Populaire. A Blum s'engageant dès le mois d'août dans le double chemin de la non intervention en Espagne et de la préparation de la dévaluation de septembre, les centristes opposèrent les mots d'ordre de l'intervention en Espagne et de la course vers la guerre mondiale contre le fascisme. Par ce moyen il purent épauler Blum dans sa lutte contre les mouvements ouvriers, appuyer les avertissements de Salengro, concernant la défense des occupations d'usines, faire accepter les compromis de Lebas aux travailleurs, mais se réserver un chemin où ils purent concentrer les ouvriers mécontents et les tenir à la remorque du Front Populaire. Le jeu était très simple : on aidait Blum à tranquilliser la bourgeoisie, on s'embrassait avec « notre camarade Jouhaux » et parallèlement, avec l'appui « fraternel » de ce dernier, l'or-
gani-